

Bulletin de veille n° 58

Déchets

Juillet 2024

Objectifs :

- Avoir une visibilité sur la mise en place et le développement des filières de recyclage des déchets (DEEE, VHU, BTP, meubles, textiles plus particulièrement)
- Connaître les perspectives de développement de la valorisation des déchets organiques (méthanisation, compostage, déchets agricoles...)
- Actualités concernant les PFAS
- Développer des mesures de prévention adaptées aux nouvelles filières de recyclage et de valorisation des déchets
- Suivre l'évolution du cadre réglementaire

La validation des informations fournies (exactitude, fiabilité, pertinence par rapport aux principes de prévention, etc.) est du ressort des auteurs des articles signalés dans la veille. Les informations ne sont pas le reflet de la position de l'INRS. Les éléments issus de cette veille sont fournis sans garantie d'exhaustivité. Les liens mentionnés dans le bulletin donnent accès aux documents sous réserve d'un abonnement à la ressource.

Table des matières

Sommaire

DEEE	3
• <i>Actualités</i>	3
• <i>Réglementation</i>	3
Valorisation de déchets organiques	4
• <i>Actualités</i>	4
VHU	4
• <i>Actualités</i>	4
• <i>Réglementation</i>	5
BTP	
• <i>Actualités</i>	5
• <i>Réglementation</i>	6
PFAS	6
• <i>Actualités</i>	6
• <i>Réglementation</i>	7
Gestion des déchets	8
• <i>Actualités</i>	8
• <i>Réglementation</i>	8

DEEE

• Actualités

Réparation des équipements électriques et électroniques : 400 000 bonus et 11,68 millions d'euros versés

Actu-Environnement – 24 mai 2024

[Lien](#)

Ecologic et Ecosystem annoncent qu'un total de 400 000 réparations d'équipements électriques et électroniques ont été soutenues entre décembre 2022 et le 15 mai 2024. Cela représente 235 000 réparations supplémentaires par rapport au précédent bilan dressé par les deux éco-organismes en charge de la filière de responsabilité élargie des producteurs (REP) chargée des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

Recycler plus et mieux les plastiques issus des déchets d'équipements électriques et électroniques à Blyes (01)

Ademe – Juin 2024

[Lien](#)

Filiale du groupe General Industries, la société 1.08 Recyclage, basée dans l'Ain, est spécialisée dans la revalorisation et le recyclage de matières plastiques. Cette société a mené plusieurs projets aidés par l'ADEME afin d'améliorer le tri et le recyclage des matières plastiques issues des déchets D3E, améliorer les techniques de recyclage et de régénération. Cet exemple concret montre les résultats des investissements engagés à l'échelle d'une entreprise de recyclage.

REP batteries et DEEE : Screlec et Ecologic se rapprochent et créent une entreprise commune

Actu-environnement – 2 juillet 2024

[Lien](#)

Les rapprochements entre éco-organismes se poursuivent. Screlec, l'éco-organisme de la filière de responsabilité élargie du producteur (REP) pour les piles et accumulateurs, et Ecologic, son homologue agréé sur la filière chargée des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), ont noué un partenariat stratégique. Concrètement, les deux éco-organismes ont créé une entreprise commune appelée Éco-op et destinée à accueillir leurs projets communs.

Écoconception des équipements électroniques : les trois priorités de l'Arcep

Actu-Environnement – 29 juillet 2024

[Lien](#)

Le régulateur français des télécommunications présente les trois priorités qu'il compte défendre à Bruxelles dans le cadre de la révision des règles d'écoconception et d'étiquetage énergétique des équipements électroniques.

• Réglementation

Batteries : le nouveau cadre réglementaire de la responsabilité élargie du producteur en consultation

Actu-Environnement – 3 juillet 2024

[Lien](#)

Les pouvoirs publics ont mis en consultation les textes qui transposent en droit français le nouveau règlement européen qui renforce la responsabilité élargie des producteurs de batteries et élargit son périmètre.

DEEE : les éco-organismes devront soutenir le retrait des batteries en centres de tri

Actu-Environnement – 8 juillet 2024

[Lien](#)

Les pouvoirs publics ont mis en consultation deux projets d'arrêtés qui adaptent la responsabilité élargie des producteurs d'équipements électriques et électroniques à la gestion des batteries dans les DEEE.

Valorisation de déchets organiques

• Actualités

Tyron environnement investit dans la micro-méthanisation urbaine à Limoges

Environnement Magazine – 13 juin 2024

[Lien](#)

Le spécialiste de la gestion des biodéchets alimentaires annonce un investissement de près de 6 millions d'euros pour l'implantation d'une petite unité de méthanisation dans la zone d'activité Limoges Nord. Le projet intégrera une station GNV pour alimenter l'ensemble des bennes de collecte.

Méthanisation : « L'industrie agroalimentaire est demandeuse de CO2 biogénique »

Actu-Environnement – 24 juin 2024

[Lien](#)

Le CO2 issu de la méthanisation est valorisable en agroalimentaire, à condition de justifier d'une qualité exemplaire via des analyses coûteuses. La filière a inauguré un laboratoire mutualisé.

« Prouver que la méthanisation est à l'échelle de la transition énergétique »

Actu-Environnement – 26 juin 2024

[Lien](#)

Depuis trois ans, l'Ademe dresse un baromètre de la filière méthanisation dans la région Grand Est, pilier national de la production d'énergie par cette voie. Analyse des résultats avec Christophe Reif, directeur délégué de l'Ademe Grand Est.

Gestion des odeurs en méthanisation : un risque maîtrisé selon les nez du projet Aqametha

Actu-Environnement – 26 juin 2024

[Lien](#)

Quel est l'impact de la méthanisation sur la qualité de l'air à proximité des installations, notamment sur le plan des odeurs ? C'est à cette question que le projet Aqametha, lancé en 2021 et cofinancé par l'Ademe et GRDF, devait répondre face à des appréciations divergentes entre exploitants d'unités et riverains. Trois ans après, les résultats obtenus sur douze unités de méthanisation volontaires sont rassurants.

VHU

• Actualités

REP VHU : bagarre entre Federec et Renault autour de l'accès aux matières à recycler

Actu-Environnement – 5 juillet 2024

[Lien](#)

Federec refuse que les centres VHU sous contrat avec Renault soient contraints de proposer prioritairement à l'entreprise les matières à recycler. La fédération menace d'attaquer en justice l'agrément VHU du constructeur automobile.

REP VHU : les systèmes individuels de Stellantis et Volkswagen sont agréés

Actu-Environnement – 9 juillet 2024

[Lien](#)

Le 6 juillet est paru au Journal officiel l'arrêté d'agrément du système individuel de Volkswagen au titre de la filière de responsabilité élargie des producteurs (REP) chargée de la gestion des véhicules hors d'usage (VHU). Le 9 juillet est paru celui portant agrément du système individuel de Stellantis. Désormais, cette nouvelle filière REP compte quatre acteurs agréés jusqu'au 31 décembre 2029.

VHU : l'État valide le système individuel de Volkswagen France

Recyclage Récupération – 15 juillet 2024

[Lien](#)

En janvier dernier, le groupe Volkswagen France annonçait s'associer avec sa filiale Man Trucks France, dans le but de mettre en place un système individuel visant à traiter ses VHU, dans le cadre de la loi Agec, afin d'exercer conjointement leur responsabilité élargie des producteurs pour les véhicules hors d'usage. Un agrément valable six ans pour l'ensemble des modèles de ses marques - véhicules Volkswagen, Volkswagen utilitaires, Audi, Seat, Skoda et les modèles ManTGE de MAN Truck & Bus France vendus - dans l'Hexagone a été délivré par l'État, ce document ayant été publié dans le Journal Officiel du 6 juillet 2024.

• Réglementation

[Arrêté du 24 avril 2024 portant modification des annexes de l'arrêté du 29 avril 2009 fixant les modalités d'application des dispositions du code de la route relatives aux véhicules endommagés pour les voitures particulières et les camionnettes.](#)

Les procédures relatives aux véhicules endommagés, prévues aux articles L. 327-1 à L. 327-6 et R. 327-1 à R. 327-6 du code de la route, sont précisées par les dispositions de l'arrêté du 29 avril 2009 fixant les modalités d'application des dispositions du code de la route relatives aux véhicules endommagés pour les voitures particulières et les camionnettes.

Ces dispositions prévoient l'intervention d'un expert en automobile, chargé d'assurer le suivi et le contrôle des véhicules endommagés.

Cet arrêté comporte trois annexes, faisant l'objet du présent texte, venant préciser les critères de dangerosité et de réparabilité technique au regard desquels l'expert en automobile réalise son examen, ainsi que la méthodologie de l'expertise qu'il conduit sur les véhicules endommagés

BTP

• Actualités

Déchets inertes du BTP : un outil de formation e-learning

Recyclage Récupération – 10 juin 2024

[Lien](#)

L'Union Régionale des Carrières et Matériaux de Construction (Unicem Auvergne Rhône-Alpes) et la Fédération Régionale des Travaux Publics Auvergne-Rhône-Alpes (FRTP AURA), soutenues financièrement par le Conseil Régional, ont mis en place un outil innovant de formation à distance type e-Learning, s'inscrivant dans les actions menées dans le cadre de l'accord de filière en faveur de l'économie circulaire signé entre ces trois acteurs.

• Réglementation

Déchets du bâtiment : l'État propose d'assouplir l'obligation de reprise des distributeurs

Actu-Environnement – 11 juin 2024

[Lien](#)

Un projet de décret prévoit que les points de vente de produits et matériaux de construction puissent s'accorder avec des gestionnaires de déchets à proximité pour qu'ils assurent leur obligation de reprise des déchets du bâtiment.

Déchets du bâtiment : un arrêté simplifie la reprise gratuite des petits volumes

Actu-Environnement – 11 juillet 2024

[Lien](#)

Un arrêté allège les contraintes qui pesaient sur les petits producteurs de déchets qui les massifient et les trient dans leurs entrepôts. De même, il simplifie les dépôts de moins d'une tonne dans les points de reprise.

Déchets de chantiers : une avancée majeure est arrêtée

Recyclage Récupération – 22 juillet 2024

[Lien](#)

L'arrêté du 3 juillet 2024 (annexé à l'arrêté ministériel du 10 juin 2022) modifiant les cahiers des charges des éco-organismes de la REP PMCB a été publié. Il permet aux entreprises regroupant leurs déchets sur leur site de bénéficier de la reprise sans frais de ces déchets, à la condition toutefois, qu'ils soient triés dans des contenants mono-matériaux d'un volume unitaire supérieur à 8 m³. Il n'y aura pas de nombre de rotations annuelles demandé et la location des contenants restera à la charge des entreprises.

PFAS

• Actualités

Un premier laboratoire français accrédité pour mesurer les PFAS dans les rejets atmosphériques

Environnement Magazine – 13 mai 2024

[Lien](#)

Le bureau d'études spécialiste des risques industriels, Ginger Leces, a obtenu l'accréditation COFRAC qui valide sa compétence à identifier des PFAS dans les rejets atmosphériques.

Le TFA, un dérivé de PFAS non surveillé mais potentiellement très présent dans les eaux

Actu-Environnement – 27 mai 2024

[Lien](#)

Un échantillonnage d'eaux souterraines et superficielles réalisé par Pan Europe alerte sur un des métabolites produits par l'utilisation de pesticides PFAS et les émissions de gaz à effet de serre fluorés, le TFA. Le collectif appelle à son encadrement.

PFAS : Mieux connaître les expositions et les dangers

Anses – 28 mai 2024

[Lien](#)

Les per- et polyfluoroalkylées, désignés collectivement sous le nom de PFAS, sont des substances chimiques qui partagent principalement une caractéristique : celle d'être très persistantes dans l'environnement. Cette persistance conduit à en retrouver dans tous les compartiments de l'environnement. Et, compte tenu du très grand nombre de substances, le défi majeur est de prioriser les actions pour prévenir ou limiter les risques sanitaires et environnementaux. L'Anses s'intéresse de longue date aux PFAS. Elle mène en parallèle plusieurs actions dans ce sens : caractériser les substances les plus fréquemment retrouvées, les niveaux de contamination auxquels les populations sont exposées et identifier les PFAS les plus toxiques. Tour d'horizon de ces travaux.

Le casse-tête de la surveillance des PFAS dans les eaux

Environnement Magazine – 5 juin 2024

[Lien](#)

Au-delà de l'enjeu réglementaire, il subsiste un certain nombre de verrous scientifiques, technologiques et industriels à lever avant de pouvoir apporter des solutions durables au problème de la contamination de l'eau par les PFAS.

PFAS : vers la création d'un institut écocitoyen dans la Vallée de la chimie

Actu-Environnement – 21 juin 2024

[Lien](#)

Des réflexions sont menées sur la mise en œuvre d'un institut écocitoyen qui couvrirait le territoire de la Vallée de la chimie, dans le Rhône. L'objectif ? Améliorer la connaissance sur la contamination par les PFAS et la transmission des informations.

PFAS dans les fumées d'incinération : l'État présente les détails de la campagne de mesures

Actu-Environnement – 11 juillet 2024

[Lien](#)

Toutes les installations d'incinération de déchets devront mesurer les substances PFAS présentes dans les fumées. Un projet d'arrêté détaille le protocole et fixe le calendrier à respecter.

PFAS : la part d'ombre des batteries au lithium-ion

Actu-Environnement – 24 juillet 2024

[Lien](#)

Des travaux publiés dans Nature Communications soulignent la dissémination de PFAS présents dans les batteries au Li-ion. Malgré des données préoccupantes sur leur toxicité et leurs possibilités d'élimination, ces substances ne sont pas encadrées.

• Réglementation

Interdiction des PFAS : la proposition de loi écologiste passe le cap du Sénat

Actu-Environnement – 30 mai 2024

[Lien](#)

Après l'Assemblée nationale le 4 avril dernier, c'est au tour de la Chambre haute d'adopter la proposition de loi écologiste qui vise à interdire progressivement ces substances dangereuses extrêmement persistantes sans attendre une décision européenne.

PFAS : un « flagrant manque d'anticipation » de certains industriels ?

Environnement Magazine – 31 mai 2024

[Lien](#)

Le Sénat a à son tour adopté, le 30 mai, la proposition de loi pour réguler les PFAS. L'opposition souligne le risque que ce texte fait peser sur l'emploi et sur la compétitivité française. L'alternative proposée : attendre l'Union européenne, pour une meilleure coordination. Quels sont les risques pour l'industrie tricolore et les emplois ? Où en est la réglementation en Europe ? Décryptage.

Gestion des déchets

• Actualités

Les pouvoirs publics présentent le cadre de la future REP textiles sanitaires à usage unique

Actu-Environnement – 12 juillet 2024

[Lien](#)

Le ministère de la Transition écologique a présenté le décret instaurant la REP TSUU. Son périmètre devrait couvrir tous les textiles sanitaires jetables, à l'exception du papier-toilette.

REP défaillantes : des sanctions difficilement applicables

Déchets Infos – 24 juillet 2024

[Lien](#)

Le régime des sanctions encourues par les éco-organismes qui n'atteignent pas leurs objectifs est complexe et donc difficilement applicable. Mais la non-application peut aussi être due au « plus haut niveau de la hiérarchie politique et administrative », selon la mission d'inspection.

• Réglementation

[Avis abrogeant l'avis aux exploitants d'installations de traitement de déchets et aux exploitants d'installations de production utilisant des déchets en substitution de matières premières.](#)

L'avis aux exploitants d'installations de traitement de déchets et aux exploitants d'installations de production utilisant des déchets en substitution de matières premières, publié au Journal officiel de la République française le 13 janvier 2016, est abrogé.

Sources surveillées

- Techniques et scientifiques

Actu Environnement : <http://www.actu-environnement.com/>

Ademe : <http://www.ademe.fr/>

Cercle National du Recyclage : <http://www.cercle-recyclage.asso.fr/>

Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement :
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/>

Revue

Environnement Magazine

Environnement & Technique

Journal de l'Environnement <http://www.journaldelenvironnement.net/>

Recyclage récupération

- Juridiques

. Sources officielles

JO français <http://www.legifrance.gouv.fr/abonnement.do> (abonnement) ou <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJO.do> (dernier Jo publié)

JOUE séries L et C (sur Eur-lex) <http://eur-lex.europa.eu/JOIndex.do?ihmlang=fr>

Bulletin officiel de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement
<http://www.bulletin-officiel.developpement-durable.gouv.fr/>

Lettre d'information du Sénat : http://www.senat.fr/newsletter/senat_lettre/Abonnement_Inscrire_form.php

Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie : consultations publiques, lettre hebdomadaire
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/>

Commission européenne /environnement (en anglais) <http://ec.europa.eu/environment/waste/index.htm>

. Autres sources

Newsletter Editions législatives (accès abonné sur Interligne) – Sécurité et conditions de travail, Environnement et nuisances : <http://www.editions-legislatives.fr/portail/newsletteredit.do>

Actu-environnement.com, lettre de Cogiterra : http://www.actu-environnement.com/ae/newsletter/inscr_newsletter.php4

Le Journal de l'environnement. Mon alerte Fil juridique : <http://www.journaldelenvironnement.net>

Droit de l'environnement. Mensuel. Victoires Editions